

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
5 avenue Buffon - CS 96407
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 29/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SIDESUP

12 rue du Moulin
45300 Engenville

Références : 354/2025 - VAT20250325
Code AIOT : 0010001019

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2025 dans l'établissement SIDESUP implanté 12 rue du Moulin 45300 Engenville. L'inspection a été annoncée le 04/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIDESUP
- 12 rue du Moulin 45300 Engenville
- Code AIOT : 0010001019
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SIDESUP, coopérative de déshydratation de pulpes de betterave, de luzerne et de bois bénéficie pour son établissement de l'arrêté préfectoral du 28/12/2021. Elle exerce également une activité de fabrication et de stockage de pellets de pulpes de betterave, de luzerne et de bois. L'établissement relève du régime de l'autorisation et du statut IED au titre des rubriques 3110 et 3642.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AR - 6
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	(ex points 1 et 2) - auto-surveil. rejets atmo canalisés/diffus	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 2.1.1/Art. 3.3.1 /Art. 3.2.4.1/Art. 3.3.1.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	(ex points 1 et 2) - auto-surveil. rejets atmo canalisés/diffus-2	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 2.1.1/Art. 3.3.1 /Art. 3.2.4.1/Art. 3.3.1.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
3	Contrôle ponctuel des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.2.4.1 et 3.2.4.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	2 mois
4	Contrôle des flux massiques - émission atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.2.4.1 et 3.2.4.2	/	Demande d'action corrective	2 mois
5	Installations de transfert de pellets	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26.IV.A, B et C	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
			prescription		
7	Modification des prescriptions/ cessation d'activité	Code de l'environnement du 19/06/2025, article R. 181-45 et R. 512-66-1.IV	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article 7.8.7	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Dossier de porter à connaissance des cyclofiltres	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.1, 7.1 et 7.2.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Rapport incident - suite de l'incendie du 19/07/2024	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article 2.5.1 et 7.1	/	Sans objet
10	Système de management de l'efficacité énergétique (SM2E)	Code de l'environnement du 05/06/2025, article L.515-28 et R.515-73-I	/	Sans objet
11	Audit énergétique	Code de l'environnement du 05/06/2025, article L.515-28 et R.515-73-I	/	Sans objet
12	Schéma des installations	Arrêté Préfectoral du 23/01/2018, article II.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
13	Indicateurs d'efficacité énergétique	Code de l'environnement du 01/02/2009, article L.515-28 et R.515-73-I	/	Sans objet
14	Formation en matière d'efficacité énergétique	Code de l'environnement du 01/02/2009, article L.515-28 et R.515-73-I	/	Sans objet
15	Maitrise des procédés	Code de l'environnement du 05/06/2025, article L.515-28 et R.515-73-I	/	Sans objet
16	Optimisation de l'efficacité énergétique par la maintenance	Code de l'environnement du 05/06/2025, article L.515-28 et R.515-73-I	/	Sans objet
17	BREF FDM – Plan d'efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – 1.3	/	Sans objet
18	Prescription spécifique – BREF FDM – Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe 1 – Titre II.8	/	Sans objet
19	Prescriptions spécifiques – BREF FDM – activités spécifiques	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe 1 – Titre III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : (ex points 1 et 2) - auto-surveil. rejets atmo canalisés/diffus

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 2.1.1/Art. 3.3.1 /Art. 3.2.4.1/Art. 3.3.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance rejets atmo canalisées/diffus

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 14/11/2024

Prescription contrôlée :

Art. 3.2.4.1

VLE et flux applicables aux unités de déshydratation, lorsque qu'une seule ligne de déshydratation est en fonctionnement :

- VLE de 100 mg/N m³ lors déshydratation bois et VLE de 200 mg/Nm³ lors déshydratation pulpes de betteraves ou luzerne,
- Flux massique horaire de 6,82 kg/h pour la luzerne et foyer biomasse.

Art. 3.3.1.2

Unités de déshydratation, conduit n°1:

Paramètre : Poussières

- Évaluation en continu, pour chacune des lignes en sortie de sécheur ;

- 1 mesure tous les 3 mois dont 1 comparative par campagne de déshydratation bois, luzerne et pulpes de Betteraves

Enregistrement : Oui

Art. 3.3.1.2

Les valeurs des incertitudes sur les résultats de mesure, exprimées par les intervalles de confiance à 95 % d'un résultat mesuré unique, ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :

[...]

- poussières : 30 %.

Les valeurs moyennes horaires sont déterminées pendant les périodes effectives de fonctionnement de l'installation. Sont notamment exclues les périodes de démarrage, de mise à l'arrêt, de ramonage, de calibrage des systèmes d'épuration ou des systèmes de mesures des polluants atmosphériques.

Les valeurs moyennes horaires validées sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction de l'incertitude maximale sur les résultats de mesure définie comme suit :

[...]

- poussières : 30 % de la valeur moyenne horaire.

Les valeurs moyennes journalières validées s'obtiennent en faisant la moyenne des valeurs moyennes horaires validées.

Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu.

Le nombre de jours qui doivent être écartés pour des raisons de ce type doit être inférieur à 10 par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet.

Dans l'hypothèse où le nombre de jours écartés dépasse 30 par an, le respect des VLE doit être apprécié en appliquant les dispositions de l'article 3.3.1.3 du présent arrêté (mesures discontinues).

Art. 2.1.1

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- [...];
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- [...];
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Constats :

Constats précédents :

L'exploitant ne réalise pas une évaluation en continu des émissions atmosphériques des poussières pour les flux massiques horaires et annuels.

L'exploitant ne prend pas toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation des installations pour limiter les émissions de polluants (poussières) dans l'environnement, respecter les valeurs limites d'émissions des substances polluantes et prévenir en toutes circonstances l'émission de ces substances polluantes pour l'environnement.

Historique des constats :

Pour rappel, afin de parfaire les différents éléments avancés au cours d'une présentation en visio du 25/01/2024, SIDESUP demandait un délai de 8 mois pour tester les améliorations apportées avec les différentes matières premières travaillées (luzerne, bois et pulpes).

L'exploitant a transmis un courrier, le 15/03/2024, demandant un sursis pour la mise en conformité de ses installations jusqu'à fin novembre 2024 pour la mise en place des mesures correctives identifiées et pour couvrir l'ensemble des périodes de déshydratation des matières végétales.

Lors des échanges à la suite de la visite précédente, l'exploitant a précisé l'avancement des solutions mises en œuvre notamment :

- d'injection d'air chaud mais néanmoins à perfectionner,
- du système de détection d'eau et de purge automatique du réseau de prélèvement en amont de

la baie d'analyse pleinement opérationnelle,

- du système de filtration installée puis modifiée car non satisfaisant et toujours en phase de test.

L'exploitant a apporté des éléments de réponse traités le 12/12/2024 dans la lettre de suite n°2 du 19/12/2024.

Réponse à la LDS2 du 30/01/2025 :

- Les essais de filtration se sont conclus avec la fin de campagne le 15/01/2025. La dernière solution proposée par la société EIF a donné satisfaction. La commande pour les filtres nécessaires aux lignes 30000 et 27000 a été passée (Annexe 3). Le reste du matériel évoqué lors du précédent courrier en date du 12/12/2024 a été reçu. Malheureusement, une partie de ce matériel est arrivé détérioré. Les éléments en question ont été retournés au fournisseur et une réclamation a été émise (traitement en cours, le fournisseur s'est engagé sur une remise en état ; Annexe 4). Il n'y a pas d'informations disponibles à la rédaction de ce courrier concernant le délai de retour.

- La qualification QAL2 sur la ligne 25000 est confirmée par la société APAVE en charge de la prestation pour la semaine 12.

Visite du 19/06/2025 :

L'exploitant a rappelé que les travaux de mises en conformité se font pour le moment uniquement sur la ligne 25000.

L'exploitant a indiqué que le système de filtration est en test depuis 1 mois avec de nouvelles cartouches qui donnent satisfaction pour le moment.

Il lui reste à tester les valeurs extrêmes (phase de démarrage et d'arrêt par exemple) et la communication avec l'automate.

Le calcul de correction avec le taux d'O₂ fonctionne.

L'exploitant a indiqué que le système sera opérationnel pour la fin d'été 2025.

Lorsque ce système sera opérationnel et validé, il sera dupliqué sur les autres lignes.

Concernant l'encrassement des sondes de mesures de poussières, le système est opérationnel. L'exploitant indique qu'il est néanmoins nécessaire de nettoyer les sondes régulièrement.

Concernant le QAL 2 du paramètre poussières, l'exploitant a transmis le rapport QAL 2 effectué par l'APAVE du 19 au 21/03/2025. Le QAL 2 n'a pas été validé.

L'exploitant a indiqué que le QAL 2 n'est pas validé du fait de la variabilité intrinsèque des rejets (qualité variable des rejets atmosphériques).

Il a émis l'hypothèse d'un étalonnage régulier des équipements et appareils de mesurage par le fournisseur pour pallier cette non validation du QAL 2.

A noter que lors de la visite terrain, l'inspection a constaté que les appareils de mesurage étaient en fonctionnement. L'afficheur mentionnait des valeurs de concentration de poussières entre 7,5 et 8 mg/m³ en brut et une concentration en O₂ de 18,9 %.

Sur l'écran de suivi, la correction donnait une concentration après correction de 8 mg/m³. Lors de la visite, la ligne 25000 séchait du bois. La valeur ponctuelle à ce moment de la visite était donc conforme à la VLE.

L'exploitant a également affiché l'enregistrement des valeurs mesurées en continu. Cet enregistrement est effectif depuis le 18/06/2025 soit depuis 1 journée à date de la visite.

Compte tenu de ce qui précède, les écarts de la visite précédente sont maintenus.

Aussi, les points 4a1 et 4b1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/11/2022, échus depuis le 08/02/2023, ne sont toujours pas respectés.

De plus, une demande de résorption de ces écarts a été rappelée dans la lettre préfectorale de suite du 20/07/2023.

Enfin, la lettre préfectorale de suite du 01/10/2024 accordait à l'exploitant un délai supplémentaire jusqu'au 01/12/2024 pour la résorption de ces écarts.

Aucune demande de délai supplémentaire n'a été transmise à Madame la Préfète.

L'exploitant doit transmettre un échéancier raisonnable et détaillé de résorption des écarts et pour l'ensemble des lignes de déshydratation.

L'inspection rappelle à l'exploitant que :

- sa responsabilité est engagée en cas d'absence de mise en place dans les meilleurs délais des actions correctives en réponse aux constats ou de transmission dans le délai imparti de l'échéancier raisonnable et détaillé,
- les mesures et sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement pourraient être appliquées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre, sous 15 jours à réception du présent rapport, un échéancier raisonnable et détaillé de résorption des écarts et pour l'ensemble des lignes de déshydratation.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°1.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : (ex points 1 et 2) - auto-surveil. rejets atmo canalisés/diffus-2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 2.1.1/Art. 3.3.1 /Art. 3.2.4.1/Art. 3.3.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance rejets atmo canalisées/diffus

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 14/11/2024

Prescription contrôlée :

Art. 3.2.4.1

VLE et flux applicables aux unités de déshydratation, lorsque qu'une seule ligne de déshydratation est en fonctionnement :

- VLE de 100 mg/N m³ lors déshydratation bois et VLE de 200 mg/Nm³ lors déshydratation pulpes de betteraves ou luzerne,
- Flux massique horaire de 6,82 kg/h pour la luzerne et foyer biomasse.

Art. 3.3.1.2

Unités de déshydratation, conduit n°1 :

Paramètre : Poussières

- Evaluation en continu, pour chacune des lignes en sortie de sécheur ;

- 1 mesure tous les 3 mois dont 1 comparative par campagne de déshydratation bois, luzerne et pulpes de Betteraves ;

Enregistrement : Oui

Art. 3.3.1.2

Les valeurs des incertitudes sur les résultats de mesure, exprimées par les intervalles de confiance à 95 % d'un résultat mesuré unique, ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :

[...]

- poussières : 30 %.

Les valeurs moyennes horaires sont déterminées pendant les périodes effectives de fonctionnement de l'installation. Sont notamment exclues les périodes de démarrage, de mise à l'arrêt, de ramonage, de calibrage des systèmes d'épuration ou des systèmes de mesures des polluants atmosphériques.

Les valeurs moyennes horaires validées sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction de l'incertitude maximale sur les résultats de mesure définie comme suit :

[...]

- poussières : 30 % de la valeur moyenne horaire.

Les valeurs moyennes journalières validées s'obtiennent en faisant la moyenne des valeurs moyennes horaires validées.

Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu.

Le nombre de jours qui doivent être écartés pour des raisons de ce type doit être inférieur à 10 par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet.

Dans l'hypothèse où le nombre de jours écartés dépasse 30 par an, le respect des VLE doit être apprécié en appliquant les dispositions de l'article 3.3.1.3 du présent arrêté (mesures

discontinues).

Art. 2.1.1

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- [...];
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- [...];
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Constats :

Constat précédent :

L'exploitant ne justifie pas du choix des valeurs enregistrées issues de la surveillance en continu servant à déterminer la valeur de la moyenne journalière des poussières émises par rapport aux référentiels applicables, notamment pour ce qui concerne les valeurs « aberrantes ».

L'exploitant a apporté des éléments de réponse traités le 12/12/2024 dans la lettre de suite n°2 du 19/12/2024.

Réponse à la LDS2 du 30/01/2025 :

Les travaux de programmation se poursuivent pour automatiser les calculs de correction en O2 de la concentration en poussière de nos rejets. Les baies d'analyse O2 communiquent désormais sans soucis avec notre automate. La communication avec la baie d'analyse poussière, la programmation de l'automate pour identifier et exclure les valeurs aberrantes ont pris du retard, nous allons corriger cet écart dès la semaine 4.

Visite du 19/06/2025 :

Comme déjà mentionné lors de la visite précédente, l'exploitant a indiqué ne pas avoir repris la procédure dans l'attente de la fin des travaux de mise en conformité des émissions de poussières (cf PdC n°1) pour une automatisation des données.

L'exploitant a indiqué qu'il doit procéder à transposition par écrit des paramètres entrés dans l'équipement de mesure et qu'il doit trouver un moyen d'alerte pour indiquer les moyennes journalières aberrantes.

Compte tenu de ce qui précède, l'écart de la visite précédente est maintenu.

En conséquence, le point 4c de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/11/2022, échu depuis le 08/02/2023, n'est toujours pas respecté.

Pour rappel, une demande de résorption de cet écart a été rappelée dans la lettre préfectorale de suite du 20/07/2023.

<p>L'inspection rappelle à l'exploitant que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sa responsabilité est engagée en cas d'absence de mise en place dans les meilleurs délais des actions correctives en réponse aux constats , - les mesures et sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement pourraient être appliquées.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°2.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Contrôle ponctuel des émissions atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.2.4.1 et 3.2.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance rejets atmo canalisées/diffus</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 14/11/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 3.2.4.1 et 3.2.4.2 VLE et flux applicables aux unités de déshydratation, lorsque qu'une seule ligne de déshydratation est en fonctionnement cf tableaux des VLE et flux dans l'AP</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat précédent :</u> L'exploitant ne respecte pas les concentrations et les flux applicables aux unités de déshydratation sur les conduits 1 et 7 et les vitesses d'éjection sont trop faibles sur les conduits 1 et 7. De plus, une demande de résorption de cet écart a été rappelée dans la lettre préfectorale de suite du 20/07/2023.</p> <p>L'exploitant a apporté des éléments de réponse traités le 12/12/2024 dans la lettre de suite n°2 du</p>

19/12/2024.

Réponse à la LDS2 du 30/01/2025 :

- Nous avons mené une campagne de mesure interne sur les lignes 25000 et 30000 afin de s'assurer que les valeurs utilisées pour le calcul de la VLE flux étaient cohérentes. La ligne 27000 n'a pas pu être évaluée car en panne de longue durée. Les valeurs obtenues sont cohérentes sur la ligne 25000 mais pas sur la ligne 30000 (écart de près de 200% avec les valeurs obtenues par notre prestataire en charge des mesures réglementaires). Ce constat nous a interrogé sur la qualité du matériel de mesure, mais surtout sur la méthodologie employée pour réaliser lesdites mesures. Il est alors apparu que cette méthodologie est en décalage complet avec les attentes de l'arrêté (actuellement : prélèvement sur chaque conduite en sortie foyer + pratique historique, alors que l'arrêté demande un prélèvement au plus près du point de rejet sur cheminée). Les valeurs utilisées par SIDESUP pour l'élaboration du nouvel arrêté sont issues de cette méthode erronée. Nous pensons que les non-conformités en termes de flux et de vitesse d'éjection pour les lignes 25000 et 30000 proviennent de là. Nous avons lancé le chiffrage d'un nouveau point de prélèvement conforme aux exigences de l'arrêté (Annexe 5).
- Nous sommes toujours en attente d'un retour de notre prestataire concernant la méthode de calcul des flux utilisée (flux exprimés sur gaz humide dans notre arrêté ; flux exprimés sur gaz sec par notre prestataire).
- Pour la ligne 27000, nous nous sommes rapprochés du fournisseur ayant installé le silencieux en entrée cheminée dans le cadre des travaux d'insonorisation afin de caractériser son impact sur le flux et la vitesse d'éjection des fumées. Nous sommes en attente de son retour.

Les mesures du premier trimestre 2025 étant prévues semaine 12, les chantiers décrits ci-dessus n'auront pas suffisamment avancés pour garantir la conformité des flux/vitesse d'éjection.

Visite du 19/06/2025 :

L'exploitant a indiqué que le nouveau point de prélèvement a été réalisé. Ce point de prélèvement a été constaté par l'inspection et est situé sur la cheminée (point de rejet 1) commune à la ligne 25000 et 30000.

La passerelle d'accès à ce point de rejet n'est pas encore réalisée.

Au titre de 2024, l'exploitant a transmis préalablement à la visite :

- le rapport de vérification des rejets atmosphériques de la ligne 25000 et 27000- campagne bois - intervention 18 au 21/03/2024,

Anomalies : conduit 1 : anomalies flux Poussières/COVNM/NOx/Cadmium et vitesse d'éjection trop faible et conduit 7 : anomalie flux NOx/HAP/(Cd+Hg+Tl)/Pb et vitesse d'éjection trop faible, (déjà examiné lors de la dernière inspection)

- le rapport de vérification des rejets atmosphériques de la ligne 25000 et 27000- campagne luzerne - intervention 28 au 29/05/2024,

Anomalies : conduit 1 : anomalies flux Poussières et vitesse d'éjection trop faible et conduit 7 : vitesse d'éjection trop faible

- le rapport de vérification des rejets atmosphériques de la ligne 25000 et 27000- campagne luzerne - intervention 29/07 au 01/08/2024,

Anomalies : conduit 1 : anomalies flux Poussières et vitesse d'éjection trop faible et conduit 7 : anomalies flux Poussières et vitesse d'éjection trop faible

- le rapport de vérification des rejets atmosphériques de la ligne 25000, 27000 et 30000 - campagne pulpe - intervention 07 au 10/10/2024,

Anomalies : conduit 1 : anomalies flux HAP, Plomb, Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn et vitesse

d'éjection trop faible (avec ligne 25000) et conduit 7 : anomalie vitesse d'éjection trop faible

- le rapport de vérification des rejets atmosphériques des conduits n°3 et 4 des cyclofiltres lignes 25000 et 30000 - intervention 10/10/2024-Pas d'anomalie,

L'inspection constate que la concentration poussières des cyclofiltres est de 0 mg/Nm³ (nota sans correction d'O₂). Le rapport mentionne qu'aucune information n'a été fournie par l'exploitant sur le fonctionnement des installations lors de l'essai. L'exploitant a indiqué que les installations fonctionnaient au nominal lors de l'intervention de l'APAVE.

L'exploitant doit être vigilant quant aux informations fournies et leurs retranscriptions dans les rapports de mesures des émissions atmosphériques notamment concernant le fonctionnement des installations.

- le rapport de vérification des rejets atmosphériques du conduits du cyclofiltre des refroidisseurs - intervention 11/10/2024-Pas d'anomalie.

Au titre de 2025 :

- le rapport de vérification des rejets atmosphériques de la ligne 25000 - campagne bois - intervention 19 au 20/03/2025

A noter que la ligne 27000 a été en panne de fin 2024 jusqu'à mai 2025.

Concernant les anomalies de flux des différents paramètres, l'exploitant a indiqué ne pas avoir d'explication sur le fait que les calculs de flux manuels et ceux de l'APAVE diffèrent. L'APAVE indique que ses calculs sont corrects. L'exploitant prévoit encore des échanges avec l'APAVE. Il envisage également une révision de l'ERS par le bureau d'études IPSB si les mesures ponctuelles de 2025 présentent encore des anomalies.

A titre d'exemple, vous trouverez en annexe des valeurs de flux modifiés après correction d'O₂ sur gaz humides pour le rapport de l'APAVE ligne 25000 (luzerne) de juillet/août 2024, (luzerne) de mai 2024 et (pulpe) d'octobre 2024. **Les valeurs de flux recalculées montrent :**

- pas d'anomalie en flux sur la poussière contrairement au calcul de l'APAVE,
- anomalie en flux sur la poussière comme relevé par l'APAVE,
- anomalie en flux sur les COVNM, HAP et Plomb (anomalie sur HAP, Plomb, Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn relevé par l'APAVE). A noter que pour la somme des Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn, l'APAVE a fait une erreur sur la valeur de la VLE.

Par ailleurs, jusqu'à avril 2025 les points de mesures des émissions atmosphériques pour le point de rejet 1 étaient installés sur chacune des lignes en amont de la cheminée. Aussi, la mise en place du point de prélèvement dans la cheminée du point de rejet 1 permet donc à l'exploitant de disposer d'un point de prélèvement représentatif des émissions atmosphériques.

L'exploitant devra être vigilant aux VLE et flux à prendre en compte en cas de fonctionnement simultané ou non des lignes 25000 et 30000.

Nombre d'autosurveillance :

A minima 1 mesure par campagne de produits et chaque point de rejet + 1 mesure au choix sur poussière pour chaque point de rejet.

L'exploitant a réalisé les mesures d'autosurveillance prescrites pour les lignes 25000 et 27000.

Pour la ligne 30000, l'exploitant a indiqué que cette dernière ne fonctionnait pas en mars (campagne bois), et en juillet 2024 (campagne luzerne). Elle fonctionnait en mai 2024.

L'exploitant n'a donc pas réalisé de mesure des émissions atmosphériques de la ligne 30000 pour la campagne luzerne alors qu'elle fonctionnait.

Ecart : Compte tenu de ce qui précède, l'écart de la visite précédente est maintenu.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°3. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Contrôle des flux massiques - émission atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.2.4.1 et 3.2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance rejets atmo canalisées/diffus
Prescription contrôlée : Art. 3.2.4.1 et 3.2.4.2 VLE et flux applicables aux unités de déshydratation, lorsque qu'une seule ligne de déshydratation est en fonctionnement cf tableaux des VLE et flux dans l'AP
Constats : L'inspection a demandé à l'exploitant de justifier du respect des quantités annuelles et horaires d'émission du paramètre poussières sur la ligne 25000 (polluant et ligne par sondage). En l'absence de mesures en continu opérationnelles pour la poussières, l'exploitant utilise les flux mentionnés dans les rapports de mesures ponctuelles. L'exploitant détermine un flux massique horaire moyenné en fonction de la durée de fonctionnement de la ligne par produit séché. Il en déduit un flux massique annuel par ligne et au un total émis par polluant à déclarer dans l'outil GEREP. Néanmoins, il a indiqué ne pas vérifier sa conformité aux VLE de flux massiques horaires ou annuels. L'exploitant a présenté les flux massiques annuels repris dans le tableau en annexe du présent rapport. Les flux massiques horaires ou journaliers moyennés présentent des dépassements de VLE. Du fait que le point de mesure des émissions n'est pas situé dans la cheminée (jusqu'à avril 2025), l'exploitant ne peut déterminer et justifier de la conformité des flux massiques pour les lignes 25000 et 30000 fonctionnant en simultanée. Il est donc retenu que l'exploitant a utilisé la ligne 30000 pour le séchage de bois bien que selon l'ERS cette ligne ne devait pas sécher de bois seule (extrait de l'ERS : <i>Le sécheur 30 000 l/h fonctionne uniquement lors des campagnes de déshydratation de pulpe de betterave et de luzerne</i>) et donc qu'aucune VLE n'a été déterminée

pour la ligne 30000 en fonctionnement seule pour le séchage du bois.
Ecart : Dépassements des flux massiques horaires pour les campagnes luzerne, pulpes et bois sur la ligne 25000, dépassements des flux massiques annuels pour la campagne bois et total pour la ligne 25000, dépassement du flux massique annuel pour la campagne pulpe sur la ligne 30000. Séchage de bois avec la ligne 30 000 seule bien que non prévu dans l'ERS.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°4.
En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Installations de transfert de pellets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26.IV.A, B et C
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de transfert de pellets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 14/11/2024
Prescription contrôlée : <p>A. - Les équipements/matériels mécaniques sont protégés contre la pénétration des poussières, ils sont convenablement lubrifiés.</p> <p>Les installations de dépoussiérage, élévateurs, transporteurs ou moteurs sont asservis à des dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et sont reliés à une alarme sonore ou visuelle.</p> <p>Le fonctionnement des équipements de manutention est asservi au fonctionnement des installations d'aspiration qui y sont connectées : ces équipements ne démarrent que si les systèmes d'aspiration fonctionnent et, en cas d'arrêt, le circuit passe immédiatement en phase de vidange et s'arrête une fois la vidange terminée ou après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.</p> <p>B. - Les transporteurs à chaîne sont équipés de détecteurs de bourrage, les élévateurs sont équipés de détecteurs de déport de sangles et les transporteurs à bandes sont munis de capteurs de déport de bandes. De plus, les transporteurs à bandes et les élévateurs sont munis de contrôleurs de rotation. Ces capteurs arrêtent l'installation après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes.</p>

[...]

C. - Les transporteurs à chaînes installés en galerie sous-cellules sont étanches et aspirés. Ils disposent d'un dispositif permettant le contrôle d'efficacité de leur système d'aspiration. La procédure de contrôle de ce système définie par son concepteur précise notamment les modalités de ce contrôle et les valeurs seuils à respecter.

Au minimum, annuellement et, le cas échéant, au démarrage des principales périodes de forte activité d'utilisation de ces équipements, un contrôle conformément à la procédure mentionnée à l'alinéa précédent est réalisé par une personne compétente.

Les résultats de ces contrôles font l'objet d'un enregistrement.

Constats :

Constat précédent:

Absence de double asservissement aspiration/manutention au niveau des jetées des transporteurs à bandes des silos.

L'exploitant a apporté des éléments de réponse traités le 12/12/2024 dans la lettre de suite n°2 du 19/12/2024.

Réponse à la LDS2 du 30/01/2025 :

Le projet de mise en place d'une solution de dépoussiérage dans le bâtiment 4 est inscrit au plan d'investissement du site, avec travaux prévus pour 2025. Il manque à ce jour un retour au sujet de la solution technique de transport des poussières depuis le filtre jusqu'à leur point de stockage tampon avant évacuation. Les commandes pourront être passées dès réception de cet élément.

- Les devis (annexe : 6)

- Le plan de principe (annexe : 7)

Lors de la présente visite, l'exploitant a indiqué que le démarrage des travaux de mise en place des dispositifs d'aspiration et donc du double asservissement aspiration/manutention dans le silo est prévu au 30/06/2025. Les dispositifs devraient être opérationnels pour courant septembre.

Aussi, l'écart de la visite précédente est reformulé comme suit :

Absence de double asservissement aspiration/manutention au niveau des jetées des transporteurs à bandes du silo 4.

En conséquence, le point 1b de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27/12/2024 n'est pas respecté.

De plus, l'inspection n'a pas pu procéder à des tests de vérification du double asservissement sur les autres silos du fait que les 3 lignes fonctionnaient et que l'ensemble des systèmes de manutentions des silos fonctionnait également.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Dossier de porter à connaissance des cyclofiltres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.1, 7.1 et 7.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Dossier de porter à connaissance des cyclofiltres

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 14/10/2024

Prescription contrôlée :

Art. 3.1

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations pour limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en oeuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.[...]

Art. 7.1

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Art. 7.2.2

[...]

Pour les zones à risque d'atmosphère explosive dues aux poussières, l'exploitant définit:

- zone 20: emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est présente dans l'air en permanence ou pendant de longues périodes ou fréquemment ;
- zone 21: emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est susceptible de se présenter occasionnellement en fonctionnement normal ;
- zone 22: emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles n'est pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal où n'est que de courte durée s'il advient qu'elle se présente néanmoins.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

[...]

Constats :

Constat précédent:

Absence d'affichage du zonage ATEX 22 au niveau des cyclofitres.

L'exploitant a apporté des éléments de réponse traités le 12/12/2024 dans la lettre de suite n°2 du

19/12/2024.

Réponse à la LDS2 du 30/01/2025 :

Absence d'affichage ATEX 22 au niveau du cyclo filtre

Vous trouverez en Annexe : 8 les photos de la zone après affichage.

L'inspection prend note des photos.

Lors de la présente visite, l'inspection a constaté l'affichage de la zone ATEX au niveau des cyclofiltres.

L'écart de la visite précédente est donc levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Modification des prescriptions/cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/06/2025, article R. 181-45 et R. 512-66-1.IV

Thème(s) : Situation administrative, Modification des prescriptions/cessation d'activité

Prescription contrôlée :

Art. R. 181-45

[...]

Le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté.

[...]

Art. R. 512-66-1

VI. - Par dérogation aux dispositions du I à V du présent article, l'exploitant procède à la cessation d'activité de ses installations classées soumises à déclaration en se référant aux dispositions des articles R. 512-39 à R. 512-39-6, lorsque cette cessation s'inscrit dans le cadre de la cessation d'activité de l'ensemble d'un site également constitué d'installations classées dont l'autorisation environnementale tient lieu de récépissé de déclaration au sens du 7° du I de l'article L. 181-2.

Constats :

Par courrier du 30/10/2024, l'exploitant a transmis des demandes d'aménagement de ses prescriptions relatives à :

1) la suppression de la chaudière vapeur (gaz naturel) de 1530 kW.

Lors de la visite, l'inspection a constaté la suppression de cette chaudière. En effet, elle n'était plus présente à la date de la présente visite.

Compte tenu de la suppression de cette chaudière, il est néanmoins nécessaire de modifier le tableau de classement de l'établissement.

2) la suppression de la cuve d'oxygène

L'exploitant n'utilise plus depuis plusieurs années la cuve d'oxygène qui servait à oxygéner les

bassins avant la mise en place du plan d'épandage.

Néanmoins, la suppression de cette cuve entraîne la suppression de la rubrique 4725 associée et donc une déclaration de cessation d'activité est nécessaire.

Aussi, SIDESUP doit réaliser une cessation d'activité conformément à l'article R. 512-39 du Code de l'environnement et dans les formes de l'article R. 512-75-1 du même code pour justifier de la mise en sécurité des installations. A noter que l'ATTES SECUR n'est pas exigible au titre de la rubrique 4725 selon l'article R. 512-66-3 du Code de l'environnement.

En l'état, en l'absence de notification de la cessation d'activité, la demande de modification des prescriptions n'est pas recevable pour le point relevant de la suppression de la cuve d'oxygène.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit notifier la cessation d'activité de la cuve d'oxygène relevant de la rubrique 4735 dans les formes de l'article R. 512-39 du Code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article 7.8.7

Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 23/11/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose, en collaboration avec la société Union de Stockage des Coopératives du Pithiverais, un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) commun aux deux établissements, sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans leurs études de dangers, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté. Le P.O.I. définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel des 2 établissements, les populations et l'environnement. [...]

En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. Il prend en outre, à l'extérieur de l'usine, les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I., en application de l'article 1^{er} du décret n° 2005-1158 du 13

septembre 2005 et de l'article R 512-29 du code de l'environnement. [...]

Constats :

Constat précédent :

Absence de prise en compte du scénario incendie post-granulation dans le Plan d'organisation interne de 2023.

Par courriel du 18/11/2024, l'exploitant a transmis le POI version 9.

Lors de la présente visite, l'exploitant a présenté la version 10 d'avril 2025 du POI.

Les versions 9 et 10 mentionnent les risques liés aux accidents post-granulation mais sans plus de détail.

De plus l'exploitant n'a pas procédé à la réévaluation des scénarios A12 à A14 de l'EDD.

L'exploitant a indiqué disposer de fiches réflexes pour les accidents en post-granulation. Ces fiches ont été présentées lors de la visite. L'exploitant doit intégrer ces fiches dans le POI afin de disposer d'un document autoportant.

L'écart de la visite précédente est reformulé comme suit :

Ecart : Le plan d'opération interne est incomplet du fait que les fiches réflexes en réponses aux accidents en post-granulation et risques associés ne sont pas intégrées à ce document.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°8.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Rapport incident - suite de l'incendie du 19/07/2024

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article 2.5.1 et 7.1

Thème(s) : Risques accidentels, Rapport incident et actions correctives

Prescription contrôlée :

Art. 2.5.1

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un

incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.
Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Art. 7.1

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Constats :

A la suite de l'incendie du 19/07/2024, l'exploitant a transmis, le 13/09/2024, son rapport incident.

Ce rapport d'incident mentionne notamment les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire suivantes :

Améliorations réalisées :

- *Réalisation de l'asservissement de la ventilation du cyclofiltre aux barrières de sécurité des refroidisseurs (Technique)*

L'exploitant a confirmé que le déclenchement de la détection d'étincelles coupe la ventilation des installations de séchage.

- *Mise en place de sondes température dans les refroidisseurs (Technique)*

L'inspection a constaté la présence des sondes de températures sur les refroidisseurs lors de la visite terrain.

Les seuils d'alerte des sondes de température sont pour le seuil haut à 60°C et le seuil très haut à 70°C. Lors de la visite, les relevés du 19/06/2025 indiquaient des températures comprises entre 43 et 46°C.

Améliorations envisagées :

- *Mise en place de rampe d'aspersion dans les refroidisseurs (Technique)*

L'exploitant indique que les rampes d'aspersion sont en place dans les refroidisseurs. L'inspection a constaté la tuyauterie associée à ce dispositif d'aspersion. Les vannes sont manuelles. Un panneautage est également présent pour chaque vanne.

- *Mise en place de détecteur d'étincelles en sortie des presses (Technique)*

L'exploitant a indiqué que le chiffage de ces détecteurs est réalisé. La problématique de l'exploitant est le sujet de faisabilité pour isoler la presse du reste de la manutention en aval (mise en place d'un trappe) en cas de détection d'étincelle.

- *Adaptation de la conduite de l'usine aux caractéristiques de la matière première entrante (Organisationnel)*

- *Modification des fiches réflexes suite au retour d'expérience (Organisationnel)*

- *Clarification des fiches réflexes et Formation terrain du personnel aux fiches réflexes (Organisationnel)*

L'exploitant a présenté la fiche réflexe « feu de refroidisseur » v1 du 04/10/2024. L'inspection n'a pas émis de remarque particulière sur cette fiche réflexe.

Compte tenu de ce qui précède, pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Système de management de l'efficacité énergétique (SM2E)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 05/06/2025, article L.515-28 et R.515-73-I
Thème(s) : Actions régionales, Efficacité énergétique
Prescription contrôlée : L.515-28 : Pour les installations énumérées à l'annexe I de la directive mentionnée ci-dessus et dont la définition figure dans la nomenclature des installations classées prévue à l'article L. 511-2, les prescriptions nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 mentionnées à l'article L. 181-12 sont fixées de telle sorte qu'elles soient exploitées en appliquant les meilleures techniques disponibles et par référence aux conclusions sur ces meilleures techniques. [...] R.515-73-I : Le réexamen tient compte de toutes les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou de toute mise à jour de celles-ci applicables à l'installation, depuis que l'autorisation a été délivrée ou réexaminée pour la dernière fois. BREF secondaire ENE - Point 2.1 - SM2E (MTD 1) [] Un système de management de l'efficacité énergétique (SM2E) doit comprendre les éléments suivants : (a) engagement de la direction générale (b) définition d'une politique d'efficacité énergétique (c) planification et définition d'objectifs et de cibles (d) mise en œuvre et conduite de procédures (e) analyse comparative (f) vérification des performances et mesures correctives (g) réexamen par la direction générale (h) préparation, à intervalles réguliers, d'un relevé d'efficacité énergétique (i) validation par un organisme de certification accrédité ou par un vérificateur externe du SM2E (j) prise en compte lors de la conception d'une installation, de l'incidence environnementale de son démantèlement en fin de vie (k) mise au point de technologies d'efficacité énergétique.
Constats : SIDESUP est certifié ISO 50001 Certificat ISO 50001 délivré par l'AFNOR validité du 24/06/2022 au 23/06/2025. L'inspection a indiqué que le renouvellement est en cours mais il n'a pas encore reçu la nouvelle certification. L'établissement est certifié ISO 50001 depuis 2021. Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Audit énergétique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 05/06/2025, article L.515-28 et R.515-73-I
Thème(s) : Actions régionales, Efficacité énergétique

Prescription contrôlée :

L.515-28 : Pour les installations énumérées à l'annexe I de la directive mentionnée ci-dessus et dont la définition figure dans la nomenclature des installations classées prévue à l'article L. 511-2, les prescriptions nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 mentionnées à l'article L. 181-12 sont fixées de telle sorte qu'elles soient exploitées en appliquant les meilleures techniques disponibles et par référence aux conclusions sur ces meilleures techniques. [...]

R.515-73-I : Le réexamen tient compte de toutes les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou de toute mise à jour de celles-ci applicables à l'installation, depuis que l'autorisation a été délivrée ou réexaminée pour la dernière fois.

BREF secondaire ENE - Point 4.2.2.2 - Audit (MTD 3 et 4)

MTD 3 : Les MTD consistent à identifier, au moyen d'un audit, les aspects d'une installation qui ont une influence sur l'efficacité énergétique. Il importe que cet audit soit compatible avec l'approche par systèmes (voir MTD 7).

MTD 4 : Lors de la réalisation d'un audit, les MTD consistent à mettre en évidence les aspects d'une installation qui ont une influence sur l'efficacité énergétique :

a) type et quantité d'énergie utilisée dans l'installation, dans les systèmes qui la composent et par les différents procédés ;

b) équipements consommateurs d'énergie, et type et quantité d'énergie utilisée dans l'installation ;

c) possibilités de minimiser la consommation d'énergie, notamment : contrôle/réduction des temps de fonctionnement, par exemple arrêt en dehors des périodes d'utilisation[...], assurance d'une optimisation de l'isolation, optimisation des utilités, des systèmes, des procédés et des équipements associés [...]

d) possibilités d'utilisation d'autres sources d'énergie plus efficaces, en particulier l'énergie excédentaire provenant d'autres procédés et/ou systèmes, [...]

e) possibilités d'application de l'énergie excédentaire à d'autres procédés et/ou systèmes, [...]

f) possibilité d'améliorer la qualité de la chaleur [...]

Constats :

Rapport d'audit externe de l'AFNOR dans le cadre du renouvellement de la certification ISO 50001 du 12/05/2025.

--> Identification de 5 points sensibles/points de vigilance dont 2 reconduits de l'audit précédente

Rapport d'audit interne du 23/04/2025

--> Cet audit interne a relevé 3 points sensibles.

Lors de la visite, l'inspection a examiné avec l'exploitant les différents points sensibles. L'exploitant a mis en place les réponses à ces points sensibles et pour les autres l'exploitant a

indiqué que le délai de réalisation des actions à la suite des compte rendu d'audit est de un an. La réalisation de l'action sera vérifiée lors de l'audit suivant dont la fréquence est annuelle.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Schéma des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2018, article II.1

Thème(s) : Actions régionales, Efficacité énergétique

Prescription contrôlée :

Article générique dans « dispositions administratives applicables à l'établissement » : Les installations [...] sont disposées, aménagées et exploitées conformément et données techniques contenues dans le dossier déposé par l'exploitant. [...]

BREF secondaire ENE - Pont 4.2.2.3 - MTD 7

MTD 7 : Les MTD consistent à optimiser l'efficacité énergétique au moyen d'une approche systémique du management de l'énergie dans l'installation. Les systèmes à prendre en considération en vue d'une optimisation globale sont notamment :

- les unités de procédés (voir BREF sectoriels)

- les systèmes de chauffage tels que :

- o vapeur (voir Section 3.2)

- o eau chaude

- le refroidissement et le vide (voir le BREF ICS relatif aux systèmes de refroidissement industriel)

- les systèmes entraînés par un moteur, tels que :

- o air comprimé (voir Section 3.7)

- o le pompage (voir Section 3.8)

- l'éclairage (voir Section 3.10)

- le séchage, la séparation et la concentration (voir Section 3.11).

Constats :

L'exploitant a présenté la revue énergétique de SIDESUP du 19/03/2025.

Cette revue présente le schéma des installations avec les principaux flux d'énergie.

Il est également décrit les sources d'énergie utilisées au sein de l'établissement à savoir :

- Gaz naturel → Déshydratation foyer gaz

- Électricité → Entraînement des moteurs/Éclairage/Production d'air comprimé/GROUPES froids/Chauffage des locaux (climatiseur)/Ensachage

- Fioul domestique → Chauffage des locaux, groupe électrogène

- Propane → Engins mobiles

- Biomasse → Déshydratation foyers bois

- Granulés de bois → Production ECS et chauffage atelier et bascule

- Gazole non routier → Engins mobiles

Les consommations significatives de SIDESUP sont le gaz, la biomasse et l'électricité.

L'exploitant a indiqué que compte tenu du fait d'un nouveau standard de compteur validé par le groupe Cristal Union, des sous compteurs électriques vont pouvoir être installés dans les installations.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Indicateurs d'efficacité énergétique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/02/2009, article L.515-28 et R.515-73-I

Thème(s) : Actions régionales, Efficacité énergétique

Prescription contrôlée :

L.515-28 : Pour les installations énumérées à l'annexe I de la directive mentionnée ci-dessus et dont la définition figure dans la nomenclature des installations classées prévue à l'article L. 511-2, les prescriptions nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 mentionnées à l'article L. 181-12 sont fixées de telle sorte qu'elles soient exploitées en appliquant les meilleures techniques disponibles et par référence aux conclusions sur ces meilleures techniques. [...]

R.515-73-I : Le réexamen tient compte de toutes les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou de toute mise à jour de celles-ci applicables à l'installation, depuis que l'autorisation a été délivrée ou réexaminée pour la dernière fois.

BREF secondaire ENE - Point 4.2.2.4 - MTD 8

MTD 8 : Les MTD consistent à établir des indicateurs d'efficacité énergétique par la mise en oeuvre de toutes les actions suivantes :

a) identification d'indicateurs d'efficacité énergétique appropriés pour l'installation et, si nécessaire, pour les différents procédés, systèmes et/ou unités, et mesure de leur évolution dans le temps ou après mise en oeuvre de mesures d'efficacité énergétique ;

b) identification et enregistrement de limites appropriées associées aux indicateurs ;

c) identification et enregistrement de facteurs susceptibles d'entraîner une variation de l'efficacité énergétique des procédés, systèmes et/ou unités.

Constats :

SIDESUP suit deux indicateurs à savoir :

- la consommation énergétique par tonne de pellets de pulpes de betteraves/luzerne ou bois (en kWhPCI/tonnes de pellets pulpes, luzerne ou bois)

- la consommation énergétique par tonne d'eau évaporée (en kWhPCI/tonne d'eau évaporée).

L'exploitant définit un objectif de consommation énergétique pour la campagne de déshydratation de chaque produit et vérifie en fin de campagne le respect de cet objectif. Pour 2025, l'objectif est calculé annuellement. Auparavant, cet objectif était défini selon une moyenne sur les 10 dernières années.

L'exploitant suit également la performance globale des énergies renouvelables consistant au ratio entre la consommation de biomasse et la consommation de gaz par type de produit déshydraté.

Le détail de ces indicateurs est décrit en annexe confidentielle.

La revue énergétique indique également que l'exploitant a défini des objectifs pour 2025.

L'exploitant effectue un suivi de l'utilisation énergétique de l'établissement. Ces données sont reportées dans les « fiches de fabrication ».

SIDESUP complète ensuite l'outil CRISTALYSE à l'aide des données « des fiches fabrication ».

Ces données sont remontées au service en charge de l'énergie du groupe Cristal Union et un bilan hebdomadaire des indicateurs est fourni en retour au site de déshydratation.

Une comparaison avec les objectifs fixés et avec la moyenne de la campagne est donc réalisable.

Par ailleurs, l'exploitant suit des usages énergétiques significatifs (UES) qui permettent un suivi opérationnel de l'efficacité énergétique. Les UES sont définis comme des facteurs quantifiables ayant une incidence significative sur la performance énergétique et soumis à des variations courantes. (cf annexe confidentielle)

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Formation en matière d'efficacité énergétique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/02/2009, article L.515-28 et R.515-73-I

Thème(s) : Actions régionales, Efficacité énergétique

Prescription contrôlée :

L.515-28 : Pour les installations énumérées à l'annexe I de la directive mentionnée ci-dessus et dont la définition figure dans la nomenclature des installations classées prévue à l'article L. 511-2, les prescriptions nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 mentionnées à l'article L. 181-12 sont fixées de telle sorte qu'elles soient exploitées en appliquant les meilleures techniques disponibles et par référence aux conclusions sur ces meilleures techniques. [...]

R.515-73-I : Le réexamen tient compte de toutes les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou de toute mise à jour de celles-ci applicables à l'installation, depuis que l'autorisation a été délivrée ou réexaminée pour la dernière fois.

BREF secondaire ENE - Point 4.2.6 - MTD13

Les MTD consistent à maintenir l'expertise en matière d'efficacité énergétique et de systèmes consommateurs d'énergie, notamment par les techniques suivantes :

a) recrutement de personnel qualifié et/ou formation du personnel. La formation peut être dispensée en interne, par des experts externes, au moyen de cours formels ou dans le cadre de l'autoformation/développement personnel (voir Section 2.6) ;

b) mise en disponibilité périodique du personnel pour effectuer des contrôles programmés ou spécifiques (sur leur installation d'origine ou sur d'autres, voir Section 2.5) ;

c) partage des ressources internes entre les sites (voir Section 2.5) ;

d) recours à des consultants dûment qualifiés pour les contrôles programmés (par ex. voir Section 2.11) ;

e) externalisation des systèmes et/ou fonctions spécialisés (par ex. voir Annexe 7.12).
<p>Constats :</p> <p>Le référent énergie est le responsable industriel.</p> <p>Les salariés sont sensibilisés/formés sur l'efficacité énergétique lors de l'accueil QSE dispensé à tous les salariés. Un briefing quotidien est également effectué par les chefs de poste.</p> <p>Des réunions générales de fabrication (RGF) sont organisées pour la pulpe et la luzerne 2 fois par an.</p> <p>Il y est notamment abordé la thématique de l'efficacité énergétique pour la déshydratation des ces produits.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Maitrise des procédés

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 05/06/2025, article L.515-28 et R.515-73-I
Thème(s) : Actions nationales 2025, Efficacité énergétique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L.515-28 : Pour les installations énumérées à l'annexe I de la directive mentionnée ci-dessus et dont la définition figure dans la nomenclature des installations classées prévue à l'article L. 511-2, les prescriptions nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 mentionnées à l'article L. 181-12 sont fixées de telle sorte qu'elles soient exploitées en appliquant les meilleures techniques disponibles et par référence aux conclusions sur ces meilleures techniques. [...]</p> <p>R.515-73-I : Le réexamen tient compte de toutes les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou de toute mise à jour de celles-ci applicables à l'installation, depuis que l'autorisation a été délivrée ou réexaminée pour la dernière fois.</p> <p>BREF secondaire ENE - Point 4.2.7 - MTD14</p> <p>Les MTD consistent à s'assurer la bonne maîtrise des procédés, notamment par les techniques suivantes :</p> <p>a) mettre en place des systèmes pour faire en sorte que les procédures soient connues, bien comprises et respectées ;</p> <p>b) vérifier que les principaux paramètres de performance sont connus, ont été optimisés concernant l'efficacité énergétique, et font l'objet d'une surveillance ;</p> <p>c) documenter ou enregistrer ces paramètres ;</p>
Constats :

Les opérateurs en salle de contrôle remplissent les fiches de fabrication. Il y est renseigné à titre d'exemple le nombre de godets de plaquettes insérés dans le foyer biomasse, et la consommation de gaz.

L'exploitant a présenté lors de la visite, à titre d'exemple, les fiches pour le séchage de luzerne et de bois, le 16/06/2025.

Ils renseignent également le taux d'humidité des luzernes dans un cahier. L'inspection a constaté ce cahier en salle de contrôle.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Optimisation de l'efficacité énergétique par la maintenance

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 05/06/2025, article L.515-28 et R.515-73-I

Thème(s) : Actions régionales, Efficacité énergétique

Prescription contrôlée :

L.515-28 : Pour les installations énumérées à l'annexe I de la directive mentionnée ci-dessus et dont la définition figure dans la nomenclature des installations classées prévue à l'article L. 511-2, les prescriptions nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 mentionnées à l'article L. 181-12 sont fixées de telle sorte qu'elles soient exploitées en appliquant les meilleures techniques disponibles et par référence aux conclusions sur ces meilleures techniques. [...]

R.515-73-I : Le réexamen tient compte de toutes les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou de toute mise à jour de celles-ci applicables à l'installation, depuis que l'autorisation a été délivrée ou réexaminée pour la dernière fois.

BREF secondaire ENE - Point 4.2.8 - MTD15

Les MTD consistent à réaliser la maintenance des installations en vue d'optimiser l'efficacité énergétique par l'application de toutes les mesures suivantes :

a) définir clairement les responsabilités de chacun en matière de planification et d'exécution de la maintenance

b) établir un programme structuré de maintenance, basé sur les descriptions techniques des équipements, sur les normes, etc., ainsi que sur les éventuelles pannes des équipements et leurs conséquences. Il est préférable de programmer certaines activités de maintenance durant les périodes d'arrêt des installations

c) faciliter le programme de maintenance par des systèmes appropriés d'archivage des données et par des tests de diagnostic

d) mise en évidence, grâce à la maintenance de routine et en fonction des pannes et/ou des anomalies, d'éventuelles pertes d'efficacité énergétique ou de possibilités d'amélioration de l'efficacité énergétique

e) détecter les fuites, les équipements défectueux, les paliers usagés, etc., susceptibles

d'influencer ou de contrôler la consommation d'énergie, et y remédier dès que possible.
Constats : L'exploitant a présenté des pistes d'améliorations de ses installations. Cf annexe confidentielle. Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : BREF FDM – Plan d'efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – 1.3
Thème(s) : Actions régionales, Efficacité énergétique
Prescription contrôlée : Le SME intègre également les éléments suivants : [...], [...] <ul style="list-style-type: none"> - un inventaire de la consommation [...], d'énergie et de matières premières [...] - un plan d'efficacité énergétique. L'exploitant applique la technique suivante [...] : MTD 6a) : Un plan d'efficacité énergétique intégré dans le système de management environnemental consiste à définir et calculer la consommation d'énergie spécifique de l'activité (ou des activités), à déterminer, sur une base annuelle, des indicateurs de performance clés et à prévoir des objectifs d'amélioration périodique et des actions connexes. Le plan est adapté aux spécificités de l'installation.
Constats : La revue énergétique présente des potentiels d'améliorations de la performance énergétique à savoir : <ul style="list-style-type: none"> - l'identification de sources de chaleurs fatales exploitables. Ces sources identifiées soit ne sont pas exploitables ou nécessiteraient des investissements très conséquent - l'identification de potentiels d'améliorations et les gains énergétiques associés. La revue énergétique conclut avec un relevé de décision pour l'année à venir. Cf annexe confidentielle Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Prescription spécifique – BREF FDM – Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe 1 – Titre II.8
Thème(s) : Actions régionales, Efficacité énergétique
Prescription contrôlée : L'exploitant applique [...] une combinaison appropriée des techniques énumérées au point suivant

:

MTD 6b) : Utilisation de techniques courantes : Elles comprennent notamment :

- La régulation et le contrôle des brûleurs ;
- La cogénération ;
- Les moteurs économes en énergie ;
- La récupération de chaleur au moyen d'échangeurs thermiques ou de pompes à chaleur (y compris la recompression mécanique de vapeur) ;
- L'éclairage ;
- La réduction au minimum de la purge de la chaudière ;
- L'optimisation des systèmes de distribution de vapeur ;
- Le préchauffage de l'eau d'alimentation (y compris l'utilisation d'économiseurs) ;
- Les systèmes de commande de procédés ;
- La réduction des fuites du circuit d'air comprimé ;
- La réduction des pertes thermiques par calorifugeage ;
- Les variateurs de vitesse ;
- L'évaporation à multiples effets ;
- L'utilisation de l'énergie solaire.

Constats :

Mention dans le dossier de réexamen IED :

- régulation et contrôle des brûleurs
- moteurs haut rendement dès qu'il y a un intérêt technique et économique IE2
- éclairage LED basse consommation dans le cadre de renouvellement de matériel
- systèmes de commande des procédés
- réduction des fuites d'air comprimé tour occasionnel
- calorifugeage dès qu'il y a un intérêt technique et économique
- variateurs de vitesse sur les presses STORD et moteur de grosse puissance dès qu'il y a un intérêt technique et économique
- Préfanage de la luzerne
- Mise en place d'une purge automatique à la chaudière
- Préchauffage de l'eau de chaudière avec une bache à eau et récupération des condensats

Les nouvelles installations seront pourvues de la technique suivante :

- recyclage des fumées en sortie sécheur renforcé pour optimiser la consommation d'énergie biomasse et ou gaz

L'exploitant confirme ce qui est mentionné dans son réexamen IED. Les éléments applicables à la chaudière sont obsolètes du fait de l'arrêt définitif de cette dernière.

Le réexamen IED a été acté le 20/09/2023 par un arrêté préfectoral complémentaire.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Prescriptions spécifiques – BREF FDM – activités spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe 1 – Titre III

Thème(s) : Actions régionales, Efficacité énergétique

Prescription contrôlée :

Dispositions spécifiques portant sur l'efficacité énergétique dans les secteurs spécifiques suivants :

15.1 : Fourrage vert

16.2. Secteur de la production de bière : techniques spécifiques.

17.1. Secteur de l'industrie laitière

20.1. Secteur des fruits et légumes

23.1. Secteur de la transformation d'oléagineux et du raffinage des huiles végétales.

24.1. Secteur des boissons non alcoolisées et des nectars/jus élaborés à partir de fruits et légumes transformés

26.1. Secteur de la fabrication de sucre

Constats :

La disposition 15. Fourrage vert s'applique au site.

	Technique	Description	Applicabilité	Réponse de l'exploitant
a	Utilisation de fourrage préséché	Utilisation de fourrage préséché	Non applicable dans le cas du procédé humide	L'exploitant préfère la luzerne sur champ et reçoit des pulpes de betteraves surpressées
b	Recyclage des effluents gazeux du sécheur	Injection de l'effluent gazeux du cyclone dans le brûleur du sécheur	Applicable d'une manière générale	En place sur la ligne 27000 En cours d'étude sur les lignes 25000 et 30000
c	Utilisation de la chaleur résiduelle pour le préséchage	La chaleur de la vapeur produite par les sécheurs à haute température est utilisée pour présécher partiellement ou complètement le fourrage vert	Applicable d'une manière générale	L'exploitant a indiqué que ce n'est pas applicable sur le site de SIDESUP.

Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite